

Bolivie

Mettons en échec l'offensive de l'extrême droite de la Media Luna !

La Bolivie vit des moments de tension énorme sous l'action violente et de grande envergure de groupes armés de droite. Il s'agit des soi-disant Comités Civiques des quatre départements de la « Media Luna » (Santa Cruz, Tarija, Beni et Pando) et de l'Union de la Jeunesse de Santa Cruz,

Ces groupes sont descendus dans la rue, ont occupé quelques installations de gaz et des gazoducs et les ont fait exploser, ont occupé des bâtiments publics, poursuivent et terrorisent des dirigeants syndicaux et populaires et sont arrivés à attaquer des colonnes de paysans, provoquant la mort de quatorze d'entre eux et des dizaines de blessés.

Les bandes d'extrême droite ont un objectif clair : s'assurer le pouvoir dans les départements de la Media Luna, en imposant par la force leur contrôle total sur cette partie du pays. Dans l'immédiat, ils veulent obliger le gouvernement à suspendre le referendum convoqué par Evo Morales concernant le projet de nouvelle Constitution, approuvé par l'Assemblée Constituante, et le révoquer

Ce secteur bourgeois d'extrême droite a beaucoup de caractéristiques fascistes : il utilise des méthodes de guerre civile contre le mouvement ouvrier, paysan, indigène et populaire ; il est profondément raciste et distille une haine brutale contre la majorité indigène du pays ; il est dirigée par le secteur bourgeois le plus puissant du pays, qui essaye de monopoliser les recettes du gaz , et il mobilise des secteurs de masses de la classe moyenne et de la petite bourgeoisie contre les masses populaires. Les actions de cette extrême droite cherchent à terroriser le mouvement de masses, à le paralyser et à imposer leurs objectifs par la force, contre la volonté populaire manifestée à travers la lutte et dans les élections.

La bourgeoisie et la droite de la Media Luna se cachent derrière l'exigence d'un supposé « droit d'autonomie », avec laquelle elles menacent même de diviser le pays. Ce faux droit d'une « autonomie » réactionnaire et pro-impérialiste n'a réellement d'autre prétention que de pouvoir brader les richesses naturelles de la région directement à l'impérialisme et aux pays les plus forts du continent, comme le Brésil, en se réservant une tranche du butin plus grande que celle obtenue actuellement, puisque la bourgeoisie de la Media Luna ne devrait plus répartir cette tranche avec la bourgeoisie de La Paz. En même temps, elle se débarrasserait ainsi de « l'Altiplano pauvre » et ses « masses rebelles ».

Derrière ce mouvement d'extrême droite, il y a la main de l'impérialisme yankee qui a stimulé tout le processus par le biais de son ambassadeur, Philip Goldberg. Quelques jours avant les attaques, ce monsieur a reçu les principaux chefs des Comités Civiques de la Media Luna pour examiner et approuver leurs actions meurtrières. L'intérêt de l'impérialisme est de garantir, à tout prix, le contrôle d'importantes réserves d'hydrocarbures et, en même temps, de mettre un terme au processus révolutionnaire bolivien, une référence pour toute l'Amérique latine.

Pourquoi l'extrême droite se fortifie-t-elle ?

C'est un fait que l'extrême droite, avec ses méthodes fascistes, se développe de façon accélérée. Elle contrôle une partie du pays, menace la production de gaz (la richesse la plus importante de la Bolivie) et est en train de s'imposer face à l'impuissance ou l'inaction du gouvernement.

Comment est-il possible que cela ait lieu dans un pays qui a vécu, durant ces dernières années, deux révolutions qui ont renversé des gouvernements de droite (la dernière, il y a seulement trois ans) ? Comment ce mouvement peut-il avoir tant de force dans un pays où, il y a moins de deux mois, le président a obtenu presque 70% des voix pour confirmer son mandat dans un referendum révocatoire ?

La seule explication possible est **la politique de conciliation** du gouvernement. Le gouvernement d'Evo Morales refuse de réprimer le mouvement d'extrême droite et de mobiliser les masses contre lui, alors que tout récemment il n'a pas hésité à réprimer durement la lutte des

mineurs de Huanuni en défense de leurs pensions et d'autres exigences, en tuant plusieurs travailleurs dans cette répression.

A tout moment, Evo cherche des accords ou des pactes avec la bourgeoisie de la Media Luna pour gouverner le pays conjointement. Il refuse d'envoyer des troupes à tous les Départements pour récupérer les bâtiments publics occupés, sous prétexte de « ne pas verser de sang ». Il accepte même de céder aux exigences de l'extrême droite dans des questions comme le referendum sur la Constituante ou les impôts.

Avec cette politique, Evo laisse le terrain ouvert pour que l'extrême droite, à travers l'action directe, se fortifie de plus en plus, en occupant le vide de pouvoir laissé par le gouvernement. Qui plus est, il paralyse et démoralise une possible réaction des masses, qui seraient la seule force capable de faire face à l'extrême droite et de la mettre en échec.

On ne discute pas avec ceux qui utilisent des méthodes fascistes ! Il faut les mettre en échec par la force !

Il n'y a pas de conciliation possible avec un secteur qui cherche à écraser la classe ouvrière, les paysans et les indigènes, qui cherche à les soumettre, par la terreur, à la même situation de misère et de surexploitation dans laquelle ils ont vécu pendant cinq cents ans, et de laquelle ils cherchent à se libérer.

L'extrême droite, qui utilise des méthodes fascistes, ne comprend qu'un langage : celui de la force. Plus aucune conciliation ! Nous exigeons que le gouvernement et l'armée répriment et mettent en prison les groupes d'extrême droite qui occupent des bâtiments publics ! Les installations de gaz sont un patrimoine du peuple bolivien : prison pour les **membres de l'extrême droite** qui les occupent et y pratiquent le sabotage ! Jugement et châtiment pour les assassins de paysans ! Dissolution immédiate et mise hors la loi de l'Union de la Jeunesse de Santa Cruz et des Comités Civiques ! Non à la partition de la Bolivie !

Que la COB se mette à la tête d'un Front Unique d'ouvriers, de paysans et de secteurs populaires pour mettre en échec l'extrême droite !

Toutefois, vu leur façon d'agir face aux multiples agressions, il n'y a aucune garantie que le gouvernement d'Evo et l'armée veuillent faire face aux groupes de la droite organisée et les mettre en échec. Il n'y a que la classe ouvrière, à la tête des masses paysannes, indigènes et populaires, qui peut le faire.

Il faut reprendre la tradition glorieuse des mineurs dans la Révolution de 1952, dans les mobilisations de 1985 et dans les soulèvements victorieux de 2003 et 2005, quand les ouvriers et les secteurs populaires ont fait face à la répression armée dans la rue et l'ont mise en échec.

Nous saluons l'appel de la Réunion élargie de la COB à une Marche Nationale pour le 16 septembre et l'exigence à Evo d'ouvrir un procès de responsabilité et de décréter la prison pour les gouverneurs de la Media Luna et la direction des Comités Civiques, ainsi que la décision de préparer une Réunion élargie de la COB à Santa Cruz.

Mais il faut aller plus loin. La COB doit faire un appel à tous les syndicats, aux organisations paysannes, populaires et démocratiques, à former un grand Front Unique pour faire face à l'extrême droite au moyen de l'action directe.

On ne peut pas faire face à ces groupes de droite seulement avec des mots ou des manifestations publiques. Il faut se défendre de ces bandes en utilisant des méthodes d'action directe dans la rue. Il est urgent que les syndicats et les organisations paysannes organisent des milliers de groupes d'autodéfense parmi les mineurs, les paysans, les ouvriers des usines et les secteurs populaires. Nous exigeons que le gouvernement soutienne ces groupes et leur donne les moyens pour se défendre des bandes d'extrême droite.

La COB et les organisations paysannes, populaires et indigènes doivent appeler à la grève générale, accompagnée d'une grande mobilisation nationale de masses pour mettre en échec la droite. Cette convocation à la mobilisation devrait inclure de manière explicite un appel à la classe ouvrière et aux secteurs populaires des départements de la Media Luna à se soulever contre la

bourgeoisie et les propriétaires fonciers qui les exploitent et les oppriment directement. Seulement la classe ouvrière et les exploités de la Bolivie peuvent unir le pays contre la bourgeoisie divisionniste.

Seulement en reprenant les mobilisations, est-il possible de faire valoir l'« Agenda d'octobre » qui propose de combattre pour l'expropriation des propriétaires fonciers de l'Est bolivien, pour la terre aux paysans et aux indigènes, et pour une véritable nationalisation du gaz et de l'industrie minière, sans indemnisation aux entreprises impérialistes.

Tout le soutien au peuple bolivien, pour mettre en échec la menace fasciste !

Le mouvement ouvrier du monde entier, principalement de l'Amérique latine, les paysans et les indigènes de notre continent, les étudiants et tous les peuples qui combattent contre l'impérialisme, ne peuvent pas abandonner le peuple bolivien à son sort.

Il est urgent que toutes les organisations sociales se prononcent le plus rapidement possible pour répudier les actions violentes et les tentatives putschistes de la bourgeoisie d'extrême droite de la Media Luna. Il est impérieux de faire parvenir notre solidarité à la classe ouvrière et aux secteurs populaires de Bolivie par le biais de ces organisations. Faisons une grande campagne de solidarité, qui les aide à faire face aux forces d'extrême droite et à les mettre en échec !

SI de la LIT-QI
le 13 septembre 2008